

PRÉFET DES VOSGES

**SERVICE DES RESSOURCES  
ET DES MOYENS**

Bureau des Ressources Humaines

**ARRÊTÉ N° 239/16 du 15 JAN. 2016**  
**portant délégation de signature à Monsieur François ROSA**  
**Sous-Préfet, Directeur de Cabinet**

Le préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de procédure pénale ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n°2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 relative à l'orientation et programmation pour la performance de la Sécurité Intérieure ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment ses articles 43, 44 et 45, autorisant les Préfets à déléguer, par arrêté, leur signature ;
- Vu le décret du Président de la République du 19 février 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu le décret du Président de la République du 6 janvier 2016 portant nomination de Monsieur François ROSA, directeur des services pénitentiaires détaché en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet des Vosges ;
- Vu la circulaire NOR INT A 04 00072 C du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales du 10 juin 2004, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

- Vu la circulaire NOR INTA1232219C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signature des préfets ;
- Vu l'arrêté n° 418/14 du 20 février 2014 portant organisation des services de la Préfecture des Vosges, portant modification de l'appellation de la Direction de la Coordination, de l'Évaluation et du Suivi des Politiques Publiques (DCESPP) en Direction de l'Animation des Politiques Publiques (DA2P) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### Arrête

**Article 1er** - Délégation de signature permanente est accordée à compter du 20 janvier 2016 à M. François ROSA, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Vosges, pour signer, dans la limite de ses attributions du Cabinet et des services qui lui sont rattachés, tous actes, correspondances et documents relevant du domaine de ces attributions y compris des arrêtés portant suspension du permis de conduire, à l'exclusion des arrêtés portant pouvoir d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules pour certaines infractions (article L 325-1-2 du code de la route) et des réquisitions.

**Article 2** - Lorsqu'il assure un service de permanence, notamment les week-ends et jours fériés, M. François ROSA a délégation sur l'ensemble du département à l'effet de signer toute décision nécessitée par une situation d'urgence, y compris dans les matières ne relevant pas des attributions du Ministère de l'Intérieur.

**Article 3** - Délégation permanente est en outre donnée, en matière budgétaire, à M. François ROSA, à l'effet de signer dans le cadre du centre de coût « cabinet », tout document concernant l'expression des besoins, la constatation du service fait et l'engagement juridique des dépenses, hors marchés de travaux, imputés sur l'UO Préfecture relevant du programme 307 (administration territoriale) dans la limite des crédits notifiés.

**Article 4** - Délégation de signature est donnée à M. François ROSA pour les matières relevant des soins psychiatriques sur décision du représentant de l'État et des soins psychiatriques des personnes détenues atteintes de troubles mentaux, en vertu des articles L 3211-1 et suivants, L 3213-1 et suivants, L3214-1 et suivants du code de la santé publique, et de l'article D 398 du code de procédure pénale.

**Article 5** – Délégation de signature est donnée à M. François ROSA pour les matières relevant de transport de corps après mise en bière sur décision du représentant de l'État, en vertu des articles R2213-22 et R2213-24 du code général des collectivités territoriales.

**Article 6** - La délégation conférée par les articles 1, 2 et 3 à M. François ROSA est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- ✓ Mme Chantal LALEVEE, attachée d'administration de l'État, adjointe au directeur de Cabinet, à l'effet de signer :
  - les courriers adressés aux particuliers et aux administrations,
  - les comptes rendus des réunions de la commission départementale de sécurité routière sur le déroulement des épreuves sportives mentionnant l'avis de la commission,
  - les demandes de renseignements,
  - les questionnaires,
  - les formulaires d'enquêtes,
  - les lettres de transmission,
  - les bordereaux d'envoi.
  
- ✓ Mme Anne-Marie DUC, attachée d'administration de l'État, chef du Bureau de la communication interministérielle, à l'effet de signer :
  - toutes correspondances ne comportant pas de décision à l'exception du courrier ministériel et parlementaire,
  - les frais de représentation dans la limite des crédits notifiés,
  - s'agissant de la documentation et de la communication, tout document concernant la consultation des fournisseurs, la constatation du service fait et les bons de commande de documentation dans la limite des crédits notifiés.
  
- ✓ M. Hervé PETIT, attaché d'administration de l'État, chef du service interministériel de défense et de protection civile, à l'effet de signer les correspondances courantes avec les maires, les chefs de services déconcentrés de l'État et les particuliers, à l'exclusion de toute décision susceptible de faire grief.

**Article 7** - En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation conférée à M. François ROSA, directeur de cabinet pour la signature des arrêtés portant suspension du permis de conduire, pour une durée inférieure ou égale à trois mois, est également accordée à :

- ✓ Mme Chantal LALEVEE, attachée d'administration de l'État, adjointe au directeur de Cabinet.

**Article 8** - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal LALEVEE, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Madame Martine WEIGEL, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef de bureau du cabinet.

**Article 9** – Délégation est également accordée dans la limite des attributions du pôle des polices administratives à :

- ✓ Madame Marie-France FISCHER, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer.

**Article 10** - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Marie DUC, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Madame Nadège VILLIAUME, secrétaire administrative de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjointe au chef de bureau, exception faite des crédits de représentation.


**Article 11** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé PETIT, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Monsieur Pascal LORRAIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

**Article 12** - L'arrêté n°1998/15 du 29 septembre 2015 est abrogé.

**Article 13** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de Cabinet, sous-préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Épinal, le 15 JAN. 2016



JEAN-PIERRE CAZENAVE-LACROUTS

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication*

PRÉFET DES VOSGES

**SERVICE DES RESSOURCES  
ET DES MOYENS**

**Bureau des Ressources Humaines**

**Arrêté n°367/16 du 19 JAN. 2016**  
**Habilitant Madame Marie-Claude LAMBERT,**  
**sous-préfète de Neufchâteau à exercer l'intérim du secrétaire général de la préfecture**  
**des Vosges**

**Le Préfet des Vosges,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de Mme Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète, sous-préfète de Neufchâteau ;
- Vu le décret du Président de la République du 19 février 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté du Premier ministre du 31 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric REQUET, administrateur civil hors classe, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales, région centre – Val de Loire ;
- Vu la circulaire NOR INT A 04 00072 C du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales, du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu la circulaire 110110 du Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration du 24 juin 2011, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

Vu la circulaire NOR INT A 12 32219 C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signatures des préfets ;

Considérant la vacance du poste de secrétaire général ;

Arrête :

**Article 1<sup>o</sup>** : En application des dispositions de l'article 45-I du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 susvisé, et compte-tenu de la vacance du poste de Secrétaire Général, Madame Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète, sous-préfète de l'arrondissement de Neufchâteau, exercera l'intérim du Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges à compter du 27 janvier 2016.

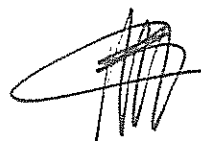
**Article 2** : Durant l'exercice de l'intérim dans les conditions définies à l'article 1 du présent arrêté, Madame Marie-Claude LAMBERT est habilitée à signer l'ensemble des arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et document relevant des attributions de l'État dans le département des Vosges, à l'exception de :

- 1) la réquisition du comptable ;
- 2) les réquisitions de la force armée ;

**Article 3** : Madame la sous-préfète de Neufchâteau est chargée, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Epinal, le 19 JAN. 2016

Le Préfet,



JEAN-PIERRE CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*